



RCS : BOURG EN BRESSE

Code greffe : 0101

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de BOURG EN BRESSE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2013 B 00580

Numéro SIREN : 793 037 136

Nom ou dénomination : A3H TRANSPORTS

Ce dépôt a été enregistré le 17/05/2013 sous le numéro de dépôt 2714

Duplicata
GREFFE DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
DE BOURG-EN-BRESSE
3 PL PIERRE GOUJON - CS 50317
01011 BOURG EN BRESSE CEDEX

WWW.INFOGREFFE.FR
TEL. 04 74 32 00 03

RECEPISSE DE DEPOT

MR DOMINIQUE VARLET

6 rue BEAU SITE
01000 Bourg-en-Bresse

V/REF :

N/REF : 2013 B 580 / 2013-A-2714

Le Greffier du Tribunal de Commerce DE BOURG-EN-BRESSE certifie qu'il a reçu le 17/05/2013, les actes suivants :

Acte sous seing privé en date du 10/04/2013
- Constitution

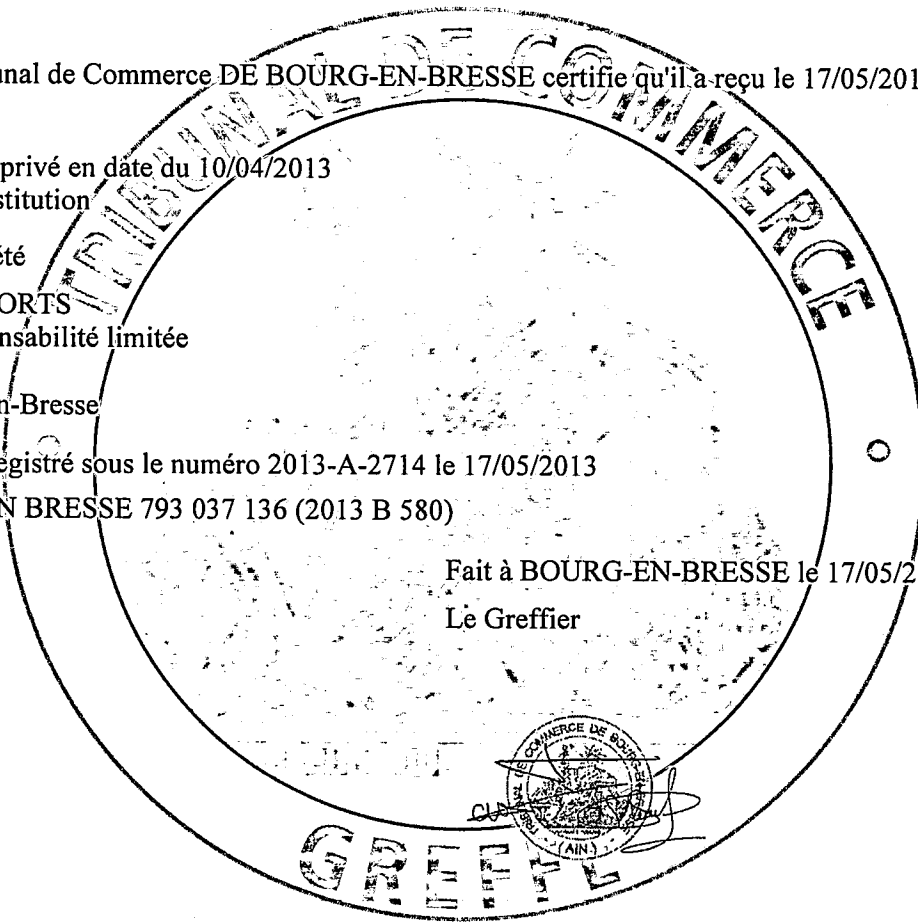
Concernant la société

A3H TRANSPORTS
Société à responsabilité limitée
6 rue Beau Site
01000 Bourg-en-Bresse

Le dépôt a été enregistré sous le numéro 2013-A-2714 le 17/05/2013

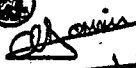
R.C.S. BOURG EN BRESSE 793 037 136 (2013 B 580)

Fait à BOURG-EN-BRESSE le 17/05/2013,
Le Greffier



SARL

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
DE BOURG-EN-BRESSE (AIN)
Dépôt N° A2714
DU 17 MAI 2013

STATUTS

LE SOUSSIGNÉ,

Monsieur Dominique VARLET
né le 27 Mai 1957 à Blida (Algérie),
demeurant 6 rue Beau Site à 01000 BOURG-EN-BRESSE (Ain, France),
de nationalité Française,
époux en deuxièmes nocces de Madame Sophie WEYRICH, née le 29 Octobre 1965 à
Strasbourg (Bas-Rhin) suite à leur union célébrée à la mairie de Dossenheim-Kochersberg
(Bas-Rhin) le 3 Août 1996, sous le régime de séparation de biens aux termes d'un contrat
établi le 19 Juillet 1996 par Maître Francis LIMON, notaire à la résidence de Truchtersheim
(Bas-Rhin), lequel régime n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire depuis.

A établi ainsi qu'il suit les statuts de la Société à Responsabilité Limitée devant exister entre
lui et toute autre personne qui viendrait ultérieurement à acquérir la qualité d'associé.

CHAPITRE I

FORME - OBJET - DÉNOMINATION SOCIALE - SIÈGE SOCIAL - EXERCICE SOCIAL - DURÉE

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé entre les propriétaires des parts sociales ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une Société à Responsabilité Limitée, qui sera régie par les lois en vigueur et notamment par les articles L223-1 du Code de commerce, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET SOCIAL

La société a pour objet :

Transport routier de personnes, urbain et non urbain, régulier, à la demande ou occasionnels, avec des véhicules n'excédant pas 9 places, conducteur compris.

- Et, plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

ARTICLE 3 - DÉNOMINATION SOCIALE

La société a pour dénomination sociale :

A3H Transports

Tous les actes et les documents émanant de la société et destinés aux tiers indiqueront la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots "Société à Responsabilité Limitée" ou des initiales "SARL" et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à : **6 rue Beau Site 01000 BOURG-EN-BRESSE (France)**

Il pourra être transféré en tout autre lieu de la même ville ou des départements limitrophes par simple décision de la gérance, et en tout autre endroit par décision extraordinaire de l'assemblée des associés.

ARTICLE 5 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année qui commence le 1^{er} Janvier et finit le 31 Décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des sociétés et se terminera le 31 Décembre 2013.

ARTICLE 6 - DUREE

La durée de la société est fixée à 99 ans à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf prolongation ou dissolution anticipée.

ATTORNEY GENERAL

RECEIVED

...

ATTORNEY GENERAL

...

...

ATTORNEY GENERAL

...

CHAPITRE II

APPORTS - CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 7 - APPORTS

APPORTS EN NUMERAIRE

Toutes les parts sociales d'origine représentant des apports en numéraire sont libérées de la totalité de leur valeur nominale.

Monsieur Dominique VARLET, associé unique apporte à la société la somme en espèces de 7500 euros, soit sept mille cinq cents euros.

La totalité de cet apport en numéraire, soit la somme de 7500 euros (7500 €) a été dès avant ce jour, déposée au crédit d'un compte ouvert au nom de la Société en formation, à la Banque Rhône-Alpes, 6 cours de Verdun 01000 Bourg-en-Bresse.

1943

1943

1943

1943

1943

1943

ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de : Sept mille Cinq Cent euros (7500 €)

Il est divisé en 750 parts de 10 euros chacune, entièrement libérées, attribuées en totalité à Monsieur Dominique VARLET, associé unique.

ARTICLE 9 - COMPTES COURANTS

Outre leurs apports, l'associé unique ou les associés pourront verser ou laisser à disposition de la Société toutes sommes dont elle pourrait avoir besoin. Ces sommes sont inscrites au crédit d'un compte ouvert au nom de l'associé.

Les comptes courants ne doivent jamais être débiteurs et la Société a la faculté d'en rembourser tout ou partie, après avis donné par écrit un mois à l'avance, sauf stipulation contraire.

REPORT OF THE BOARD OF DIRECTORS

FOR THE YEAR ENDING 1967

AND FINANCIAL STATEMENTS

THE BOARD OF DIRECTORS OF THE COMPANY HAS REVIEWED THE FINANCIAL STATEMENTS AND THE REPORT OF THE AUDITORS AND IS OF THE OPINION THAT THE FINANCIAL STATEMENTS PRESENTED HEREIN FAIRLY REPRESENT THE FINANCIAL POSITION OF THE COMPANY AT THE END OF THE YEAR AND THE RESULTS OF ITS OPERATIONS FOR THE YEAR.

REPORT OF THE BOARD OF DIRECTORS

THE BOARD OF DIRECTORS OF THE COMPANY HAS REVIEWED THE FINANCIAL STATEMENTS AND THE REPORT OF THE AUDITORS AND IS OF THE OPINION THAT THE FINANCIAL STATEMENTS PRESENTED HEREIN FAIRLY REPRESENT THE FINANCIAL POSITION OF THE COMPANY AT THE END OF THE YEAR AND THE RESULTS OF ITS OPERATIONS FOR THE YEAR.

THE BOARD OF DIRECTORS OF THE COMPANY HAS REVIEWED THE FINANCIAL STATEMENTS AND THE REPORT OF THE AUDITORS AND IS OF THE OPINION THAT THE FINANCIAL STATEMENTS PRESENTED HEREIN FAIRLY REPRESENT THE FINANCIAL POSITION OF THE COMPANY AT THE END OF THE YEAR AND THE RESULTS OF ITS OPERATIONS FOR THE YEAR.

CHAPITRE III

PARTS SOCIALES - CESSION DE PARTS

ARTICLE 10 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX PARTS SOCIALES

Chaque part sociale donne droit à une voix dans tous les votes et délibérations et confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et dans tout l'actif social.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions adoptées dans le cadre de ladite société.

ARTICLE 11 - FORME DES CESSIONS DE PARTS

La cession des parts sociales doit être constatée par écrit. Elle n'est opposable à la société qu'après avoir été signifiée à cette dernière au moyen du dépôt d'un original au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre faire l'objet d'un dépôt au greffe du Tribunal de Commerce.

ARTICLE 12 - AGREMENT DES TIERS

En cas de cession à une personne extérieure à la société, l'agrément est donné à la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

Les parts sociales ne sont cessibles entre associés, entre conjoints, ascendants et descendants d'un associé qu'après avoir été agréé par les autres associés, les conditions d'agrément étant dans ce cas identiques à celles prévues pour les tiers.

Ce consentement est sollicité dans les conditions prévues par la loi.

ARTICLE 13 - DECES D'UN ASSOCIE

En cas de décès d'un associé, la société continuera entre les associés survivants et les héritiers de l'associé décédé, sous condition de leur éventuel agrément tel que prévu à l'article 12 des présents statuts.

ARTICLE 14 - REUNION DE TOUTES LES PARTS EN UNE SEULE MAIN

En cas de pluralité d'associés, la réunion de toutes les parts en une seule main n'entraîne pas la dissolution de la société qui continue d'exister avec un associé unique. Celui-ci exerce alors tous les pouvoirs dévolus à l'Assemblée des associés.

CONFIDENTIAL

UNITED STATES DEPARTMENT OF JUSTICE

MEMORANDUM FOR THE ATTORNEY GENERAL

Re: [Illegible text]

[Illegible text]

[Illegible text]

RECOMMENDATION OF THE ATTORNEY GENERAL

[Illegible text]

[Illegible text]

[Illegible text]

RECOMMENDATION OF THE ATTORNEY GENERAL

[Illegible text]

[Illegible text]

[Illegible text]

[Illegible text]

[Illegible text]

[Illegible text]

RECOMMENDATION OF THE ATTORNEY GENERAL

[Illegible text]

[Illegible text]

[Illegible text]

RECOMMENDATION OF THE ATTORNEY GENERAL

[Illegible text]

[Illegible text]

[Illegible text]

CHAPITRE IV

GESTION ET CONTRÔLE DE LA SOCIÉTÉ

ARTICLE 15 - GERANCE

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, choisi(s) parmi les associés ou en dehors d'eux.

Le ou les gérant(s) sont désignés pour la durée de la société ou pour un nombre déterminé d'exercices, par décision :

- des associés représentant plus de la moitié des parts sociales,
- ou de l'associé unique en cas d'EURL,

Ils peuvent être révoqués dans les mêmes conditions.

En rémunération de ses fonctions et en compensation de la responsabilité attachée à la gestion, chaque gérant a droit à une rémunération fixe, proportionnelle ou mixte, dont le montant et les modalités de paiement sont déterminés par décision collective ordinaire des associés.

ARTICLE 16 - POUVOIRS ET RESPONSABILITE DE LA GERANCE

Dans ses rapports avec les associés, la gérance engage la société par les actes entrant dans l'objet social. Ses pouvoirs peuvent être limités dans l'acte de nomination.

Dans les rapports avec les tiers de bonne foi, la société est engagée, même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social.

Le gérant ne pourra se porter, au nom de la société, caution solidaire ou aval au profit d'un tiers, sans l'agrément préalable des associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Le ou les gérants peuvent, sous leur responsabilité, constituer des mandataires pour un ou plusieurs objets déterminés.

Sur le plan interne, le ou les gérants peuvent faire tous les actes de gestion conformes à l'intérêt de la société. Toutefois, à titre de règlement intérieur et sans que ces limitations soient opposables aux tiers, il est convenu que le ou les gérants non associés ne peuvent sans y avoir été autorisés au préalable par une décision de l'associé unique ou des associés, acheter, vendre ou échanger tous immeubles et fonds de commerce, contracter des emprunts pour le compte de la société autres que les découverts normaux en banque, constituer une hypothèque sur un immeuble social ou un nantissement sur le fonds de commerce.

Le ou les gérants sont responsables individuellement ou solidairement envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des présents statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

Monsieur Dominique VARLET, demeurant 6 rue Beau Site 01000 BOURG-EN-BRESSE, associé unique, assure la gérance de la Société sans limitation de durée.

CONCLUSIONS

7-10-1964 11-19-64 12-19-64 1-19-65 2-19-65 3-19-65 4-19-65 5-19-65 6-19-65 7-19-65 8-19-65 9-19-65 10-19-65 11-19-65 12-19-65 1-19-66 2-19-66 3-19-66 4-19-66 5-19-66 6-19-66 7-19-66 8-19-66 9-19-66 10-19-66 11-19-66 12-19-66 1-19-67 2-19-67 3-19-67 4-19-67 5-19-67 6-19-67 7-19-67 8-19-67 9-19-67 10-19-67 11-19-67 12-19-67 1-19-68 2-19-68 3-19-68 4-19-68 5-19-68 6-19-68 7-19-68 8-19-68 9-19-68 10-19-68 11-19-68 12-19-68 1-19-69 2-19-69 3-19-69 4-19-69 5-19-69 6-19-69 7-19-69 8-19-69 9-19-69 10-19-69 11-19-69 12-19-69 1-19-70 2-19-70 3-19-70 4-19-70 5-19-70 6-19-70 7-19-70 8-19-70 9-19-70 10-19-70 11-19-70 12-19-70 1-19-71 2-19-71 3-19-71 4-19-71 5-19-71 6-19-71 7-19-71 8-19-71 9-19-71 10-19-71 11-19-71 12-19-71 1-19-72 2-19-72 3-19-72 4-19-72 5-19-72 6-19-72 7-19-72 8-19-72 9-19-72 10-19-72 11-19-72 12-19-72 1-19-73 2-19-73 3-19-73 4-19-73 5-19-73 6-19-73 7-19-73 8-19-73 9-19-73 10-19-73 11-19-73 12-19-73 1-19-74 2-19-74 3-19-74 4-19-74 5-19-74 6-19-74 7-19-74 8-19-74 9-19-74 10-19-74 11-19-74 12-19-74 1-19-75 2-19-75 3-19-75 4-19-75 5-19-75 6-19-75 7-19-75 8-19-75 9-19-75 10-19-75 11-19-75 12-19-75 1-19-76 2-19-76 3-19-76 4-19-76 5-19-76 6-19-76 7-19-76 8-19-76 9-19-76 10-19-76 11-19-76 12-19-76 1-19-77 2-19-77 3-19-77 4-19-77 5-19-77 6-19-77 7-19-77 8-19-77 9-19-77 10-19-77 11-19-77 12-19-77 1-19-78 2-19-78 3-19-78 4-19-78 5-19-78 6-19-78 7-19-78 8-19-78 9-19-78 10-19-78 11-19-78 12-19-78 1-19-79 2-19-79 3-19-79 4-19-79 5-19-79 6-19-79 7-19-79 8-19-79 9-19-79 10-19-79 11-19-79 12-19-79 1-19-80 2-19-80 3-19-80 4-19-80 5-19-80 6-19-80 7-19-80 8-19-80 9-19-80 10-19-80 11-19-80 12-19-80 1-19-81 2-19-81 3-19-81 4-19-81 5-19-81 6-19-81 7-19-81 8-19-81 9-19-81 10-19-81 11-19-81 12-19-81 1-19-82 2-19-82 3-19-82 4-19-82 5-19-82 6-19-82 7-19-82 8-19-82 9-19-82 10-19-82 11-19-82 12-19-82 1-19-83 2-19-83 3-19-83 4-19-83 5-19-83 6-19-83 7-19-83 8-19-83 9-19-83 10-19-83 11-19-83 12-19-83 1-19-84 2-19-84 3-19-84 4-19-84 5-19-84 6-19-84 7-19-84 8-19-84 9-19-84 10-19-84 11-19-84 12-19-84 1-19-85 2-19-85 3-19-85 4-19-85 5-19-85 6-19-85 7-19-85 8-19-85 9-19-85 10-19-85 11-19-85 12-19-85 1-19-86 2-19-86 3-19-86 4-19-86 5-19-86 6-19-86 7-19-86 8-19-86 9-19-86 10-19-86 11-19-86 12-19-86 1-19-87 2-19-87 3-19-87 4-19-87 5-19-87 6-19-87 7-19-87 8-19-87 9-19-87 10-19-87 11-19-87 12-19-87 1-19-88 2-19-88 3-19-88 4-19-88 5-19-88 6-19-88 7-19-88 8-19-88 9-19-88 10-19-88 11-19-88 12-19-88 1-19-89 2-19-89 3-19-89 4-19-89 5-19-89 6-19-89 7-19-89 8-19-89 9-19-89 10-19-89 11-19-89 12-19-89 1-19-90 2-19-90 3-19-90 4-19-90 5-19-90 6-19-90 7-19-90 8-19-90 9-19-90 10-19-90 11-19-90 12-19-90 1-19-91 2-19-91 3-19-91 4-19-91 5-19-91 6-19-91 7-19-91 8-19-91 9-19-91 10-19-91 11-19-91 12-19-91 1-19-92 2-19-92 3-19-92 4-19-92 5-19-92 6-19-92 7-19-92 8-19-92 9-19-92 10-19-92 11-19-92 12-19-92 1-19-93 2-19-93 3-19-93 4-19-93 5-19-93 6-19-93 7-19-93 8-19-93 9-19-93 10-19-93 11-19-93 12-19-93 1-19-94 2-19-94 3-19-94 4-19-94 5-19-94 6-19-94 7-19-94 8-19-94 9-19-94 10-19-94 11-19-94 12-19-94 1-19-95 2-19-95 3-19-95 4-19-95 5-19-95 6-19-95 7-19-95 8-19-95 9-19-95 10-19-95 11-19-95 12-19-95 1-19-96 2-19-96 3-19-96 4-19-96 5-19-96 6-19-96 7-19-96 8-19-96 9-19-96 10-19-96 11-19-96 12-19-96 1-19-97 2-19-97 3-19-97 4-19-97 5-19-97 6-19-97 7-19-97 8-19-97 9-19-97 10-19-97 11-19-97 12-19-97 1-19-98 2-19-98 3-19-98 4-19-98 5-19-98 6-19-98 7-19-98 8-19-98 9-19-98 10-19-98 11-19-98 12-19-98 1-19-99 2-19-99 3-19-99 4-19-99 5-19-99 6-19-99 7-19-99 8-19-99 9-19-99 10-19-99 11-19-99 12-19-99 1-19-00 2-19-00 3-19-00 4-19-00 5-19-00 6-19-00 7-19-00 8-19-00 9-19-00 10-19-00 11-19-00 12-19-00 1-19-01 2-19-01 3-19-01 4-19-01 5-19-01 6-19-01 7-19-01 8-19-01 9-19-01 10-19-01 11-19-01 12-19-01 1-19-02 2-19-02 3-19-02 4-19-02 5-19-02 6-19-02 7-19-02 8-19-02 9-19-02 10-19-02 11-19-02 12-19-02 1-19-03 2-19-03 3-19-03 4-19-03 5-19-03 6-19-03 7-19-03 8-19-03 9-19-03 10-19-03 11-19-03 12-19-03 1-19-04 2-19-04 3-19-04 4-19-04 5-19-04 6-19-04 7-19-04 8-19-04 9-19-04 10-19-04 11-19-04 12-19-04 1-19-05 2-19-05 3-19-05 4-19-05 5-19-05 6-19-05 7-19-05 8-19-05 9-19-05 10-19-05 11-19-05 12-19-05 1-19-06

[illegible]

1. The first step in the process of identifying a problem is to define the problem. This involves identifying the symptoms of the problem and determining the scope of the problem. Once the problem has been defined, the next step is to identify the causes of the problem. This involves identifying the factors that are contributing to the problem and determining the underlying causes. Once the causes have been identified, the next step is to develop a plan to address the problem. This involves identifying the actions that need to be taken to address the problem and determining the resources that will be needed to implement the plan. Finally, the last step in the process is to implement the plan and monitor the results. This involves putting the plan into action and tracking the progress of the plan to ensure that the problem is being addressed effectively.

The Journal of Management Education, 30(6), 798-811
© The Author(s) 2006

approach is not a closed model, as it requires

It is believed that the above information is correct and that the information is being provided for your information only. It is not intended to be used for any other purpose. The information is being provided for your information only and is not to be used for any other purpose.

[illegible]

1. The first step is to identify the problem or question that needs to be answered. This involves understanding the context and the specific information required.

10. The following information is available for the year ended 31 December 2014:

1. The first of these is the fact that the United States has a long and proud history of supporting the people of the world who are struggling for freedom and democracy. This is a policy that has been consistently followed by every President of the United States since the end of World War II. It is a policy that has been the cornerstone of our foreign policy for over four decades.

The original 1982 report by the National Academy of Sciences (NAS) on the health effects of asbestos was a landmark study. It was the first to establish a link between asbestos exposure and lung cancer, and it was the first to establish a link between asbestos exposure and mesothelioma.

100-443889-1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 8

Đến nay, đã có 100 triệu người dân Việt Nam được hưởng lợi từ các chương trình giảm nghèo, xóa đói, cải thiện đời sống của người dân. Đây là một thành tựu đáng tự hào của Đảng và Nhà nước ta, cũng như của nhân dân ta. Tuy nhiên, công tác giảm nghèo, xóa đói, cải thiện đời sống của người dân vẫn còn nhiều khó khăn, thách thức. Do đó, cần tiếp tục đổi mới, nâng cao hiệu quả công tác giảm nghèo, xóa đói, cải thiện đời sống của người dân.

1. The following is a list of the names of the persons who have been identified as having been in contact with the subject of this investigation, and who have been identified as having been in contact with the subject of this investigation, and who have been identified as having been in contact with the subject of this investigation.

ALL INFORMATION CONTAINED HEREIN IS UNCLASSIFIED EXCEPT WHERE SHOWN OTHERWISE
DATE 08-29-2017 BY 60322 UCBAW

Sa rémunération sera fixée ultérieurement. Il sera remboursé, sur justificatifs, de ses frais de déplacement et de représentation.

ARTICLE 17 - COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dès que la société dépasse deux des trois seuils suivants :

- chiffre d'affaires hors taxes supérieur ou égal à 3 100 000 euros,
- total du bilan supérieur ou égal à 1 550 000 euros,
- nombre moyen de salariés supérieur ou égal à 50,

les associés statuant à la majorité requise pour les décisions collectives ordinaires doivent désigner un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants.

Ils exercent leur mission de contrôle conformément à la loi. Les commissaires aux comptes sont désignés pour six exercices.

It must also be understood that the fact that the Government has not been able to obtain the necessary information from the various sources mentioned above does not mean that the Government is not aware of the existence of the various sources mentioned above.

1. *Pharmaceutical industry* – The pharmaceutical industry is the largest of the three industries, with sales of \$10.5 billion in 1997. It is the only industry that has a significant presence in all three markets.

[illegible]

CHAPITRE V

CONVENTION ENTRE UN GÉRANT OU UN ASSOCIE ET LA SOCIÉTÉ

ARTICLE 18 - CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE

Sous réserve des interdictions légales, toute convention conclue entre la société et l'un de ses gérants ou associés, doit être soumise au contrôle de l'assemblée des associés.

Les dispositions du présent article s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou membre du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

ARTICLE 19 - CONVENTIONS INTERDITES

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique aux représentants légaux des personnes morales associées.

Cette interdiction s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des personnes visées à l'alinéa 1er du présent article ainsi qu'à toute personne interposée.

ARTICLE 20 - COMPTES COURANTS D'ASSOCIES

Chaque associé peut consentir des avances à la société sous forme de versements dans la caisse sociale. Les conditions de rémunération et de retrait de ces comptes courants, notamment, sont fixées par acte séparé entre les intéressés et la gérance en conformité avec les dispositions de l'article 17. Les comptes courants ne peuvent jamais être débiteurs.

SECRET

MEMORANDUM FOR THE SECRETARY OF DEFENSE

1. The Department of Defense has received information from the Central Intelligence Agency (CIA) regarding the activities of the Soviet Union in the area of the Middle East.

2. The information indicates that the Soviet Union is providing military and political support to the Arab states in the Middle East, and is also engaged in a campaign of subversion and sabotage against the Jewish state.

3. The Department of Defense is concerned that the Soviet Union's activities in the Middle East may have significant implications for the security of the United States and its allies in the region.

4. It is recommended that the Department of Defense take appropriate action to counter the Soviet Union's activities in the Middle East, and to ensure the security of the United States and its allies.

RECOMMENDATIONS

5. It is recommended that the Department of Defense take the following actions:

- a. Increase the level of military and political support to the Arab states in the Middle East.
- b. Engage in a campaign of subversion and sabotage against the Jewish state.
- c. Take appropriate action to counter the Soviet Union's activities in the Middle East.

6. It is recommended that the Department of Defense continue to monitor the activities of the Soviet Union in the Middle East, and to report the results of its monitoring to the Secretary of Defense.

CONCLUSION

7. The Department of Defense is committed to the security of the United States and its allies in the Middle East, and is determined to take appropriate action to counter the Soviet Union's activities in the region.

CHAPITRE VI

DÉCISIONS COLLECTIVES

ARTICLE 21 - DÉCISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives statuant sur les comptes sociaux sont obligatoirement prises en Assemblée. Toutes les autres décisions collectives provoquées à l'initiative de la gérance, du Commissaire aux comptes ou d'un mandataire de justice sur demande d'un ou plusieurs associés, en cas de carence de la gérance, sont prises soit par consultation écrite des associés, soit par acte exprimant le consentement de tous les associés, soit en Assemblée, au choix de l'organe de la société ayant provoqué la décision.

Les procès verbaux d'assemblées générales sont répertoriés dans un registre.

En cas d'associé unique, celui-ci exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par la loi. Il ne peut déléguer ses pouvoirs. Ses décisions unilatérales, prises aux lieu et place de l'assemblée, sont répertoriées dans un registre.

En cas de décès du gérant, tout associé peut convoquer l'assemblée générale afin de procéder à la nomination d'un nouveau gérant.

ARTICLE 22 - PARTICIPATION DES ASSOCIES AUX DECISIONS

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire représenter aux Assemblées par un autre associé ou par son conjoint, sauf si les associés sont au nombre de deux ou si la société ne comprend que les deux époux. Dans ces deux derniers cas chaque associé peut se faire représenter par toute personne de son choix.

Les représentants légaux d'associés juridiquement incapables peuvent participer au vote même s'ils ne sont pas eux-mêmes associés.

ARTICLE 23 - APPROBATION DES COMPTES

Chaque année, il doit être réuni dans les six mois de la clôture de l'exercice une Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Les décisions sont adoptées dans les conditions prévues pour les décisions collectives ordinaires.

SECRET

DECLASSIFICATION

DECLASSIFICATION AUTHORITY

The information contained in this document is classified "Secret" in accordance with the provisions of Executive Order 11652, dated August 3, 1956, and the provisions of the Atomic Energy Act of 1954, as amended, which require that information of this nature be kept secret to the maximum extent possible to protect the national defense.

This document is classified "Secret" because it contains information the unauthorized disclosure of which could result in the identification of sources, methods, or equipment of the United States intelligence community, and thus could be injurious to the national defense.

It is the policy of the United States Government to declassify and make available to the public information that has no continuing value to the national defense.

DECLASSIFICATION SCHEDULE

This document is scheduled for automatic declassification on the date of the 50th anniversary of the date of its creation, unless it is determined that it contains information the unauthorized disclosure of which would be injurious to the national defense.

It is the policy of the United States Government to declassify and make available to the public information that has no continuing value to the national defense.

DECLASSIFICATION ACTION

This document is classified "Secret" in accordance with the provisions of Executive Order 11652, dated August 3, 1956, and the provisions of the Atomic Energy Act of 1954, as amended, which require that information of this nature be kept secret to the maximum extent possible to protect the national defense.

ARTICLE 24 - DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Sont qualifiées d'ordinaires les décisions des associés ne concernant ni l'agrément de nouveaux associés, ni des modifications statutaires, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Les décisions collectives ordinaires doivent, pour être valables, être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les décisions sont, sur deuxième convocation, prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Toutefois, la majorité est irréductible, s'il s'agit de voter sur la nomination ou la révocation du gérant.

ARTICLE 25 - DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions du ou des associés modifiant les statuts, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Lorsque la société comprend plusieurs associés, les décisions extraordinaires ne peuvent être valablement prises que si les associés présents ou représentés possèdent au moins :

- sur première convocation, le quart des parts,
- sur seconde convocation, le cinquième de celles-ci.

A défaut de ce quorum, la deuxième assemblée peut être convoquée à une date postérieure ne pouvant excéder deux mois à compter de la date initialement prévue.

Dans l'un ou l'autre de ces deux cas, les modifications sont décidées à la majorité des deux tiers des parts détenues par les associés présents ou représentés.

Le changement de nationalité de la société ne peut être décidé qu'à l'unanimité des associés.

ARTICLE 26 - CONSULTATIONS ECRITES - DECISIONS PAR ACTE

Les décisions collectives autres que celles ayant pour objet de statuer sur les comptes sociaux peuvent être prises par consultation écrite des associés à l'initiative des gérants ou de l'un d'eux. Les décisions résultent d'un vote formulé par écrit.

Le texte des résolutions proposées, le rapport des gérants ainsi que, le cas échéant, celui du Commissaire aux comptes, sont adressés aux associés par lettre recommandée.

Les associés disposent d'un délai pour émettre leur vote par écrit. Ce délai est fixé par le ou les gérants sans pouvoir être inférieur à quinze jours à compter de la date de réception des projets de résolution.

Pour chaque résolution, le vote est exprimé par oui ou par non. Tout associé qui n'aura pas adressé sa réponse dans le délai ci-dessus sera considéré comme s'étant abstenu. Pendant ledit délai, les associés peuvent exiger de la gérance les explications complémentaires qu'ils jugent utiles.

Les décisions sont adoptées à l'issue de la consultation aux conditions de majorité prévues par les articles 23 et 24 des présents statuts selon l'objet de la consultation.

Ces décisions peuvent également résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte. La réunion d'une assemblée peut cependant être demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins, soit à la fois le quart en nombre des associés et le quart des parts sociales, soit seulement la moitié des parts sociales.

RESEARCH IN PHYSICS AND CHEMISTRY - 1950-1959

The following is a list of the research projects which were carried out during the period 1950-1959. The projects were carried out by the following persons:

1. The first project was carried out by the following persons: [names] and [names]. The project was carried out during the period 1950-1959.

2. The second project was carried out by the following persons: [names] and [names]. The project was carried out during the period 1950-1959.

RESEARCH IN THE NEW AND OLD TESTAMENTS - 1950-1959

The following is a list of the research projects which were carried out during the period 1950-1959. The projects were carried out by the following persons:

1. The first project was carried out by the following persons: [names] and [names]. The project was carried out during the period 1950-1959.

2. The second project was carried out by the following persons: [names] and [names]. The project was carried out during the period 1950-1959.

RESEARCH IN THE NEW AND OLD TESTAMENTS - 1950-1959

The following is a list of the research projects which were carried out during the period 1950-1959. The projects were carried out by the following persons:

1. The first project was carried out by the following persons: [names] and [names]. The project was carried out during the period 1950-1959.

2. The second project was carried out by the following persons: [names] and [names]. The project was carried out during the period 1950-1959.

3. The third project was carried out by the following persons: [names] and [names]. The project was carried out during the period 1950-1959.

4. The fourth project was carried out by the following persons: [names] and [names]. The project was carried out during the period 1950-1959.

CHAPITRE VII

AFFECTATION DES RÉSULTATS

ARTICLE 27 - AFFECTATION DES RESULTATS

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, une fois prélevé 5 % pour constituer le fonds de réserve légale, l'Assemblée Générale détermine, sur proposition de la gérance, toutes les sommes qu'elle juge convenable de prélever sur ce bénéfice pour être reportées à nouveau sur l'exercice suivant ou inscrites à un ou plusieurs fonds de réserves facultatifs ordinaires ou extraordinaires, généraux ou spéciaux, dont elle règle l'affectation ou l'emploi.

Le surplus, s'il en existe, est attribué aux associés sous forme de dividende, qui doit intervenir dans un délai de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation par décision de justice.

Le prélèvement de 5 % cesse d'être obligatoire lorsque le fonds atteint le dixième du capital social.

L'Assemblée Générale peut décider en outre la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves ; Dans ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Les sommes dont la mise en distribution est décidée sont réparties entre les associés gérants ou non gérants proportionnellement au nombre de leurs parts sociales.

CONFIDENTIAL

ATTENTION - 104 DES - 104 DES

ATTENTION - 104 DES - 104 DES

ATTENTION - 104 DES - 104 DES

ATTENTION - 104 DES - 104 DES

ATTENTION - 104 DES - 104 DES

ATTENTION - 104 DES - 104 DES

ATTENTION - 104 DES - 104 DES

CHAPITRE VIII

TRANSFORMATION - DISSOLUTION

ARTICLE 28 - TRANSFORMATION

La société pourra se transformer en société commerciale de toute autre forme, sans que cette opération n'entraîne la création d'un être moral nouveau.

ARTICLE 29 - DISSOLUTION

A l'expiration de la société, sauf prorogation de celle-ci ou en cas de dissolution anticipée, une décision des associés nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

ARTICLE 30 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider, s'il y a lieu ou non à dissolution anticipée de la société.

L'Assemblée délibère aux conditions de majorité prévues pour les décisions collectives extraordinaires.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit, avant la fin du second exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, être réduit d'un montant au moins égal au montant des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à un montant au moins égal à la moitié du capital social.

A défaut de respect des dispositions ci-dessus, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société.

ARTICLE 31 - CONTESTATIONS

Toutes contestations pouvant s'élever au cours de la société ou de sa liquidation entre les associés et la société, ou entre associés eux-mêmes concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'application des statuts seront de la compétence exclusive des tribunaux dans le ressort desquels est établi le siège social de la société.

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

PHYSICS DEPARTMENT

PHYSICS 301

PHYSICS 301 is a course in classical mechanics. It covers the topics of kinematics, dynamics, and energy. The course is designed for students who have completed Physics 201 and 202.

PHYSICS 301

PHYSICS 301 is a course in classical mechanics. It covers the topics of kinematics, dynamics, and energy. The course is designed for students who have completed Physics 201 and 202.

PHYSICS 301

PHYSICS 301 is a course in classical mechanics. It covers the topics of kinematics, dynamics, and energy. The course is designed for students who have completed Physics 201 and 202.

PHYSICS 301

PHYSICS 301 is a course in classical mechanics. It covers the topics of kinematics, dynamics, and energy. The course is designed for students who have completed Physics 201 and 202.

PHYSICS 301

PHYSICS 301

PHYSICS 301 is a course in classical mechanics. It covers the topics of kinematics, dynamics, and energy. The course is designed for students who have completed Physics 201 and 202.

CHAPITRE IX

JOUISSANCE DE LA PERSONNALITÉ MORALE

ARTICLE 32 - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE

La société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Les associés approuvent les actes accomplis avant ce jour pour le compte de la société en formation.

Toutes ces opérations et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la société qui les reprendra à son compte par le seul fait de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

La gérance est par ailleurs expressément habilitée entre la signature des statuts et l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés à passer tous actes et à souscrire tous engagements entrant dans l'objet social et conformes aux intérêts de la société.

Ces engagements seront réputés avoir été dès l'origine souscrits par la société après vérification et approbation par l'Assemblée Générale Ordinaire des associés tenue au plus tard lors de l'approbation des comptes du premier exercice social.

ARTICLE 33 - POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés au gérant ou à son mandataire à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité prescrites par la loi.

SECRET

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

CHAPITRE X

REGIME FISCAL DES SOCIETES DE CAPITAUX

ARTICLE 34 - OPTION POUR LE REGIME FISCAL

L'associé unique déclare opter pour le régime fiscal des sociétés de capitaux en application des dispositions des articles 206-3 et 239-1 du Code Général des Impôts.

Fait à BOURG-EN-BRESSE

Le 10 Avril 2013

En 6 exemplaires originaux

Monsieur Dominique VARLET



Enregistré à : SIE DE BOURG EN BRESSE

Le 29/04/2013 Bordereau n°2013/1 041 Case n°5

Ext 3256

Enregistrement : Exonéré Pénalités :

Total liquidé : zéro euro

Montant reçu : zéro euro

L'Agent administratif des finances publiques



Nombre d'annexes : 0

ALL INFORMATION CONTAINED HEREIN IS UNCLASSIFIED

DATE: 11/23/2006 10:04 AM

1. The above information is true and correct to the best of my knowledge and belief.

12. 6-21-72 12:00 PM

2024-2025

1982-1983 2000-2001

10. 10/10/1944

6. Explain the following: